Réponse à l'interpellation du Conseiller communal Daniel Margot

de Corinne Martin

Pully, le 13 mars 2007

En préambule à la réponse de l'interpellation de M. D. Margot, la Municipalité souhaite rappeler les faits suivants :

Par lettre du 30 octobre 2006, les présidents des groupes libéral, radical, Union pulliérane et UDC s'adressaient à la Municipalité en faisant valoir ce qui suit en relation avec le préavis 19/2006 concernant l'arrêté d'imposition 2007 :

"Nous avons pris connaissance du préavis concernant l'arrêté d'imposition pour l'année 2007 dans lequel vous proposez une augmentation du coefficient d'impôt communal de 69 à 73 % ainsi qu'une augmentation de l'impôt foncier de 0.7 à 1 %.

Pour les raisons suivantes, nous ne pouvons accepter sans autre ces augmentations d'impôt :

- 1) *Depuis le budget 2006, aucune économie supplémentaire n'a été réalisée et, selon vos informations, le budget 2007 ne prévoit aucune économie supplémentaire. Or, il y a trois ans, le peuple pullièran a refusé à une majorité de 75 % d'augmenter le coefficient d'impôt communal. Il nous semble dès lors que proposer une augmentation d'impôt, sans même proposer des mesures d'économie supplémentaires, trahit la volonté claire du peuple.*
- 2) *Les informations fournies ne nous permettent pas, à ce jour, d'apprécier correctement la situation : il nous manque en effet un état des comptes au 30 septembre 2006 et nous ne connaissons pas le montant des économies réellement réalisées par la commune depuis la votation populaire. L'économie de 6.2 millions dont vous faites état dans 24 Heures du 20 octobre dernier n'est pas déterminante à cet égard. Elle découle en effet pour une large part de la reprise par le Canton de certaines charges communales par l'effet d'Etatcom (ex : le secteur de l'enseignement est passé à la charge du canton). En fait, le Conseil n'a pas été mis en possession d'une liste documentée et probante des économies réalisées et votre information sur ce point crucial est nettement insuffisante, pour ne pas dire inexistante.*
- 3) *Par ailleurs, les rentrées fiscales pour la commune sont encore incertaines en raison des retards pris par l'administration cantonale des impôts dans la taxation. Vu l'augmentation des rentrées observées au niveau cantonal, nous avons de bonnes raisons de croire que les taxations 2004 et 2005 apporteront des recettes supplémentaires. En outre, votre information est des plus lacunaires : il n'y a pas d'actualisation des rentrées 2005 et il n'y a aucune information sur les rentrées 2006. Vous conviendrez que cette obscurité, dont nul gestionnaire lucide ne saurait s'accommoder, ne permet aucune prise de décision rationnelle. Vous nous demandez une confiance aveugle. Au nom des Pulliérans, nous ne pouvons vous l'accorder.*
- 4) *Vous avez déclaré à plusieurs reprises que l'amélioration du ménage courant et la réduction de la dette constituaient deux problématiques différentes que vous entendez traiter successivement. Permettez-nous de vous dire que rien n'est plus faux. La réduction de la dette par la vente immédiate d'actifs fera baisser l'endettement et améliorera le compte d'exploitation de Pully en diminuant le montant des intérêts débiteurs. C'est la politique suivie et appliquée avec succès par le canton.*

*Conscients que les charges de péréquation se sont accrues ces dernières années, nous pourrions envisager une augmentation du coefficient d'impôt en vue d'assainir les comptes communaux. Toutefois, nous subordonnons notre accord à la condition que vous proposiez un véritable plan d'économie détaillé, **intégré dans le budget pour un montant équivalent à 1/3 au moins des recettes générées par l'augmentation d'impôt** (dans cette proposition, cela ferait selon le préavis p. 14, 1/3 de 6.1 millions, soit 2.03 millions d'économie). Si ces mesures d'économie ne peuvent pas être prises dans le budget 2007, nous pourrions renouveler notre proposition l'année prochaine pour le budget 2008, date à laquelle nous aurons au demeurant de meilleures informations sur les rentrées fiscales. Par ailleurs, nous vous demandons d'agir parallèlement par votre gestion du bilan en précisant les actifs que vous entendez réaliser.*

Ce partage des sacrifices permettrait d'éviter au contribuable de supporter entièrement le déficit des comptes communaux, alors qu'il a clairement refusé toute augmentation fiscale en 2004 et trouver ainsi un consensus acceptable. Si vous deviez rejeter notre proposition consensuelle, nous nous verrons contraints de nous opposer à l'augmentation fiscale proposée en Conseil communal et – en cas d'acceptation – demanderons au moins que les citoyens pulliérans se prononcent sur la question par la voie du référendum spontané.

Nous pensons que l'importance du problème pourrait vous inciter à nous faire part de votre position jusqu'au 3 novembre 2006, ce dont nous vous remercions vivement par avance. En cas de silence de votre part ou d'impasse pour une raison ou une autre dans la présente négociation, nous nous réservons le droit de faire état publiquement de notre proposition, en dehors du cercle des membres du Conseil, comme vous l'avez fait dans un souci de clarté et d'information par votre conférence de presse."

* * *

Lors d'une séance extraordinaire consacrée à cet objet le 3 novembre 2006, la Municipalité a dégagé les principaux axes de négociation suivants :

- l'objectif essentiel est d'éviter qu'un référendum spontané soit décidé lors de la séance du Conseil communal du 15.11.2006;
- il y a lieu de faire admettre aux présidents de groupe que les économies effectuées depuis 2004 sont bien réelles et ne relèvent pas du virtuel. Elles doivent être prises en compte;
- il s'agit également d'expliquer et de démontrer que les économies évoquées dans la correspondance du 30.10.2006 ne sont ni réalistes, ni réalisables dans les conditions actuelles;
- la Municipalité ne peut proposer une limitation de l'augmentation du taux d'imposition proposée dans le cadre du préavis No 19-2006, mais pourrait, en revanche, s'engager formellement à poursuivre ses démarches visant à trouver des économies supplémentaires, voire de nouvelles recettes.

Cet engagement devrait préciser qu'un montant global d'économies serait fixé par la Municipalité, pour chaque année, jusqu'à la fin de la législature.

En conclusion, la Municipalité a arrêté dans sa séance la position suivante :

Elle pourrait s'engager à faire une proposition d'économies, sous forme d'une enveloppe de Fr. 300'000.—au maximum, et ce pour chaque année jusqu'à la fin de la législature 2006-2011, économies à réaliser sur le montant des charges maîtrisables nettes.

* * *

Suite à la rencontre qu'elle a eu le 6 novembre avec les signataires de la lettre, la communication 27/2006 vous a été présentée le 15 novembre 2006, dont la teneur est la suivante :

En réponse à la lettre du 30 octobre 2006, signée par les quatre président(e)s des groupes Libéral, Radical, UP et UDC, une séance de discussion a été organisée le 6 novembre, à laquelle participait également une délégation municipale, formée de MM. J.-F. Thonney, syndic, G. Reichen et M. Lambert, conseillers municipaux.

En souscrivant au qualificatif, tiré de cette lettre, à savoir trouver « *un consensus acceptable* », il a été convenu que la Municipalité ferait part à l'ensemble du Conseil communal de propositions concrètes pouvant aller dans le sens de la demande émanant des quatre signataires mentionnés plus haut.

Elle s'engage, sur la durée de la législature, soit 5 ans (2007 à 2011), à atteindre une cible d'économies supplémentaires d'environ CHF 1.5 mios correspondant à un montant annuel de CHF 300'000.00 au maximum, tout en tenant également compte de l'influence de l'inflation sur ces montants. Cette somme a été calculée en prenant le 1/3 des recettes supplémentaires sollicitées (à savoir 4.6 mios).

S'il appartient à la Municipalité de faire des propositions concrètes, la Commission des finances et celle de gestion auront la responsabilité de les entériner au niveau du budget et de les contrôler lors de l'examen des comptes.

Cette démarche supplémentaire sera difficile à mettre en œuvre et nécessitera, de la part du Conseil notamment, une adhésion à des baisses de prestations dans beaucoup de domaines. Ce programme d'économies ne pourra porter, bien entendu, que sur les charges maîtrisables nettes en référence aux comptes 2006.

La Municipalité, comme elle l'a déjà manifesté, notamment dans le cas de la vente des actions CVE, entend se dessaisir d'autres actifs, sans précipitation et dans le but unique que leurs produits servent à ralentir la progression de notre dette.

L'ensemble des propositions susmentionnées est un engagement ferme de la Municipalité, sur la durée de la législature, vis-à-vis du Conseil communal. Il ne saurait être unilatéral.

Cet acte doit correspondre à un engagement réciproque des membres de cette assemblée à soutenir l'ensemble des préavis financiers présentés par la Municipalité, à savoir l'arrêté d'imposition, le budget 2007, le plan d'investissements et le plafond d'endettement.

A défaut de cet assentiment général, la Municipalité se réserve la possibilité de retirer cette proposition, qui aura, à n'en pas douter, des conséquences importantes dans la vie de notre Ville.

La Municipalité tient, en dernier lieu, à rappeler l'effort important d'économies consenti jusqu'à ce jour et qui se monte à CHF 6.2 mios. Elle entend poursuivre cette recherche d'économies de manière constante et avec la même détermination. Ce constat ne saurait être influencé par la suite.

* * *

L'exposé des faits ci-dessus démontre que la Municipalité a été saisie d'une correspondance à laquelle elle se devait de répondre, ce qu'elle a fait en rencontrant les signataires de ladite lettre.

Soucieuse d'éviter que l'arrêté d'imposition soit soumis à référendum, elle a recherché des solutions consensuelles dont elle a fait part au Conseil communal sous la forme d'une communication.

De cette manière, les groupes politiques qui n'avaient pas été associés à la démarche ont été informés des exigences des signataires de la lettre et des engagements que la Municipalité était prête à prendre pour autant qu'un référendum ne soit pas lancé.

En agissant ainsi, elle n'a fait qu'utiliser les moyens à sa disposition pour expliciter un préavis à l'intention du Conseil communal et rechercher par le dialogue un consensus sur l'option à prendre.

* * *

Questions posées par M. Margot

Ledit préavis a-t-il fait l'objet d'une consultation préalable auprès des groupes ?

Réponse de la Municipalité

Dans un souci d'information, le préavis relatif à l'arrêté d'imposition a été présenté à chacun des groupes politiques séparément dans le courant d'octobre. Une telle information n'est pas prévue par notre règlement mais avait pour but de renseigner complètement tous les conseillers sur les enjeux de cet arrêté d'imposition.

Pour quelles raisons la Municipalité a consenti à discuter et proposer des engagements réciproques avec seulement quatre groupes, en dehors des délibérations du Conseil ?

Réponse de la Municipalité

La Municipalité n'a fait que répondre à une demande émanant de quatre présidents de groupes. Ce n'était pas à elle de décider unilatéralement d'associer les autres groupes à la réflexion. En revanche, par la communication 27/2006 au Conseil communal, elle a informé les autres groupes des propositions qu'elle avait reçues et des engagements qu'elle pourrait prendre à certaines conditions.

Si la Municipalité a des raisons d'être satisfaite du dénouement de cette discussion et de l'effet de ses propres engagements;

Réponse de la Municipalité

Non.

Si la Municipalité serait disposée à éviter, voire s'interdire désormais de donner suite à ce genre de sollicitation sur un préavis aussi important, et à soutenir, à cet effet, un complètement du Règlement du Conseil actuellement en révision.

Réponse de la Municipalité

Il serait tout à fait regrettable que la Municipalité prenne l'engagement de s'interdire de donner suite à ce type de sollicitations, puisque c'est précisément son ambition d'informer et d'explorer toutes les pistes pour obtenir un consensus, d'autant plus sur un objet de cette importance. Cependant, elle veillera à associer l'ensemble des forces politiques représentées au Conseil communal dans toutes démarches participatives à venir.

En conséquence, elle ne peut souscrire à l'idée de prévoir une disposition dans le règlement du Conseil communal qui lui interdise une telle démarche.

La Municipalité considère ainsi avoir répondu à l'interpellation de M. Daniel Margot.

La Municipalité